

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), René Charbonneau, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Saint-Ambroise-de-Kildare pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 5 mai 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	40
Analyse des charges	52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Ambroise-de-Kildare,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Ambroise-de-Kildare (ci-après « Municipalité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris les informations significatives sur les méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

DCA, comptable professionnel agréé, inc.
Par Simon Bellehumeur, CPA auditeur
Saint-Paul-de-Joliette, le 31 mars 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
				Redressé note 24
Revenus				
Taxes	1	6 054 052	5 947 856	5 703 205
Compensations tenant lieu de taxes	2	39 700	24 785	32 056
Quotes-parts	3			
Transferts	4	323 903	607 090	3 163 579
Services rendus	5	165 320	209 848	201 182
Imposition de droits	6	235 000	374 527	259 684
Amendes et pénalités	7	25 000	36 288	16 080
Revenus de placements de portefeuille	8	70 000	74 839	104 518
Autres revenus d'intérêts	9	28 000	51 868	47 140
Autres revenus	10		31 843	202 231
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 940 975	7 358 944	9 729 675
Charges				
Administration générale	14	969 610	907 375	862 291
Sécurité publique	15	916 130	954 853	886 586
Transport	16	2 117 355	2 210 745	2 182 436
Hygiène du milieu	17	1 185 850	1 056 304	1 101 176
Santé et bien-être	18	20 900	51 199	17 160
Aménagement, urbanisme et développement	19	334 385	279 713	262 954
Loisirs et culture	20	1 394 835	1 546 654	1 329 031
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	561 990	668 606	593 656
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	7 501 055	7 675 449	7 235 290
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(560 080)	(316 505)	2 494 385
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		20 758 230	18 261 930
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		(1 915)	
Solde redressé	28		20 756 315	18 261 930
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		20 439 810	20 756 315

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023 Redressé note 24
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 979 307	451 509
Débiteurs (note 5)	2	3 698 193	6 022 763
Prêts (note 6)	3	28 600	28 600
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	6 706 100	6 502 872
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		1 321 278
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 115 918	1 070 376
Revenus reportés (note 11)	12	34 457	34 457
Dette à long terme (note 12)	13	14 162 878	13 141 180
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	80 463	78 500
	16	15 393 716	15 645 791
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(8 687 616)	(9 142 919)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	29 040 157	29 853 115
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	68 028	29 090
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	19 241	17 029
	23	29 127 426	29 899 234
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	20 439 810	20 756 315
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	20 439 810	20 756 315
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	20 439 810	20 756 315
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
				Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(560 080)	(316 505)	2 494 385
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	1 147 701)(	5 531 669)
Produit de cession	3		24 255	
Amortissement	4		1 959 469	1 825 553
(Gain) perte sur cession	5		(23 056)	4 936
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		812 967	(3 701 180)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(38 938)	8 804
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(2 212)	(2 653)
	13		(41 150)	6 151
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		(9)	1
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(560 080)	455 303	(1 200 643)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(9 064 419)	(7 942 276)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		(78 500)	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(9 142 919)	(7 942 276)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(8 687 616)	(9 142 919)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023 Redressé note 24
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(316 505)	2 494 385
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 959 469	1 825 553
Autres			
▪ Perte (gain) sur cession d'immobilisations corporelles	3.1	(23 056)	4 937
▪ Ajustement des stocks	3.2	(9)	
	4	1 619 899	4 324 875
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	2 324 570	(1 124 718)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	47 505	45 440
Revenus reportés	8		(1 100 938)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(38 938)	8 804
Autres actifs non financiers	12	(2 212)	(2 653)
	13	3 950 824	2 150 810
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	1 147 701)	(5 531 669)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	24 255	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(1 123 446)	(5 531 669)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	)	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	)	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	1 692 000	204 200
Remboursement de la dette à long terme	25 (	688 800)	(877 001)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(1 321 278)	1 249 999
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	18 498	15 010
Autres			
▪	28.1		
	29	(299 580)	592 208
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	2 527 798	(2 788 651)
Solde déjà établi	31	451 509	3 240 160
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	451 509	3 240 160
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	2 979 307	451 509

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Ambroise-de-Kildare est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

N/A

a) Périmètre comptable

N/A

b) Partenariats

N/A

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions, aux livres de la Municipalité, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels ainsi que des obligations et droits contractuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires rachetables en tout temps ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode du taux effectif. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds parcs et de terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Municipalité est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures:	10,15,20,30 et 40 ans
Bâtiments:	40 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 et 10 ans
Véhicules:	10 ans
Machinerie, outillage et équipement:	10 ans

Les immobilisations corporelles en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Actifs incorporels achetés

Les actifs incorporels achetés sont comptabilisés au coût et sont amortis en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode linéaire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

F) Revenus**Revenus de transferts**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

G) Avantages sociaux futurs**Régime enregistré d'épargne retraite**

La Municipalité offre un régime de retraite sous forme de REER à ses employés. La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Financement à long terme des activités de fonctionnement:

- pour la dette à long terme en question: au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

Éléments présentés à l'encontre des DCTP:

- pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations, des amendes et pénalités ainsi que des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-value.

La Municipalité évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouvrés.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

SP 3400, Revenus

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté la norme SP 3400, Revenus. Le nouveau chapitre traite de la comptabilisation, de l'évaluation et de la présentation des revenus courants dans le secteur public. Cette nouvelle norme comptable est appliquée de façon prospective.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

SP 3160, Partenariats public-privé (PPP)

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté la norme SP 3160, Partenariats public-privé. Le nouveau chapitre concerne la comptabilisation, la mesure et la présentation des éléments d'infrastructure issus de certains types de PPP, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. Cette nouvelle norme comptable est appliquée de façon prospective.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	2 979 307	451 509
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	2 979 307	451 509
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	2 979 307	451 509
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	1 450 009	375 358
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		204 200

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	360 223	434 873
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	2 977 383	3 663 808
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	77 273	1 655 757
Organismes municipaux	13	255 427	194 032
Autres			
▪ Autres à recevoir	14.1	27 887	74 293
	15	3 698 193	6 022 763
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 487 775	1 936 010
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 487 775	1 936 010
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	1 054 385	1 087 581
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	203 349	376 269
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 643 135	1 852 332
Ministère de la Culture et des Communications	25		24 856
Autres ministères/organismes	26	76 514	322 770
	27	2 977 383	3 663 808

Note

Les versements estimatifs des montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette long terme pour les prochains exercices sont les suivants:

2025: 459 902 \$

2026: 471 669 \$

2027: 483 926 \$

2028: 17 873 \$

2029: 18 619 \$

2030 et plus: 35 847 \$

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette long terme ont des taux d'intérêts variant entre 3,72% et 4,48% et viennent à échéance entre 2027 et 2032.

Les montants présentés aux lignes Gouvernement du Québec et ses entreprises et Gouvernement du Canada et ses entreprises comprennent un montant de 1 413 092 \$ attribuable à des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28	28 600	28 600
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31	28 600	28 600
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

Prêt à un organisme sans intérêts et modalité de paiement, échéant en 2026.

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires****10. Crédoeurs et charges à payer**

		2024	2023
Fournisseurs	43	504 295	484 466
Salaires et avantages sociaux	44	144 620	117 874
Dépôts et retenues de garantie	45	446 196	452 705
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts à payer sur dette à long terme	47.1	20 807	15 331
	48	1 115 918	1 070 376

Note

Le montant présenté à la ligne Salaires et avantages sociaux comprend un montant de 88 018 \$ attribuable à des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	6 660	6 660
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ TAPU	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	27 797	27 797
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪	62.1		
	63	34 457	34 457

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,68	5,25	2026	2049	64	14 198 218	13 195 018
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	14 198 218	13 195 018
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(35 340)	(53 838)
					72	14 162 878	13 141 180

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		759 500			759 500
2026	74		781 519			781 519
2027	75		807 500			807 500
2028	76		820 100			820 100
2029	77		856 700			856 700
2030 et plus	78		10 172 899			10 172 899
	79		14 198 218			14 198 218
Intérêts et frais accessoires	80		(	)	(	)
	81		14 198 218			14 198 218

Note

Les remboursements de capital sont composés des remboursements annuels sans considération des refinancements de dette à long terme.

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	54 765	51 012
Régimes de retraite des élus municipaux	89		
	90	54 765	51 012

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	80 463	78 500
Autres			
▪	93.1		
	94	80 463	78 500
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	78 500	
Passifs engagés	96		76 585
Passifs réglés	97 (	)(	)
Charge de désactualisation ¹	98	1 963	1 915
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	80 463	78 500

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	8 729 703	61 504		8 791 207
Eaux usées	102	8 268 504	12 771		8 281 275
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	20 758 437	125 618		20 884 055
Autres					
▪ Autres	104.1	3 662 798	2 356 587		6 019 385
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	1 968 581	17 336		1 985 917
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	395 572			395 572
Ameublement et équipement de bureau	109	269 012			269 012
Machinerie, outillage et équipement divers	110	551 541	64 222		615 763
Terrains	111	389 035		1 199	387 836
Autres	112				
	113	44 993 183	2 638 038	1 199	47 630 022
Immobilisations en cours	114	1 528 405	(1 490 337)		38 068
	115	46 521 588	1 147 701	1 199	47 668 090
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	3 100 515	212 322		3 312 837
Eaux usées	117	3 024 881	209 174		3 234 055
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	8 433 263	1 087 300	1 243	9 519 320
Autres					
▪ Autres	119.1	790 472	324 634		1 115 106
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	595 980	44 400		640 380
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	263 227	19 280		282 507
Ameublement et équipement de bureau	124	221 079	13 537		234 616
Machinerie, outillage et équipement divers	125	239 056	48 822	(1 234)	289 112
Autres	126				
	127	16 668 473	1 959 469	9	18 627 933
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	29 853 115			29 040 157
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Assurances	143.1	19 241
Autres		17 029
▪	144.1	
	145	19 241
		17 029

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée à payer au cours des prochains exercices, les sommes suivantes relatives aux contrats qu'elle a octroyés pour le déneigement, le services des incendies et la conciergerie:

2025	676 991 \$
2026	553 959 \$
2027	307 738 \$

De plus, au 31 décembre 2024, il n'a aucun engagements de la Municipalité à l'égard des activités d'investissement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels**Programme de subvention**

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 1 596 880 \$ à la Municipalité pour des travaux admissibles. La Municipalité doit également investir 261 809 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, aucun montant cumulé n'a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 1 596 880 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

21. Passifs éventuels

N/A

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

N/A

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

N/A

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

N/A.

24. Redressement aux exercices antérieurs

Suite à l'obtention des informations requises afin de se conformer à la norme SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, la Municipalité a effectué les redressement requis au 1er janvier 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'application de ce redressement a eu lieu les impacts suivants sur les états financiers au 31 décembre 2023:

État des résultats	
Charge de désactualisation	1 915 \$
État de l'excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	
Conciliation à des fins fiscales - Immobilisations - Loisirs	(76 585 \$)
Affectations - excédent de fonctionnement non affecté	76 585 \$
État de la situation financière	
Passifs - Autres passifs OMHS	(78 500 \$)
Excédent (déficit) accumulé - Excédent de fonctionnement non affecté	78 500 \$

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations, des amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme), aux prêts et aux autres actifs financiers.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2024.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Il n'y a aucune concentration de risque sur les débiteurs et aucune provision pour créances douteuses au 31 décembre 2024.

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La concentration de risque de crédit se limite à un seul prêt octroyé par la Municipalité.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-value est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. Au 31 décembre, un fournisseur représente 24% de l'ensemble des créanciers et charges à payer.

Les flux de trésorerie en lien avec la dette à long terme et leurs versement prévus pour les prochains exercices sont présentés à la note 12 du rapport financier et ceux en lien avec les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme et leurs versements prévus pour les prochains exercices sont présentés à la note 5 du rapport financier.

Risque de marché

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité a l'intention de conserver son prêt jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

Au cours de l'exercice, la Municipalité a modifié son exposition au risque de taux d'intérêt suite à l'émission de nouvelles dettes à taux fixe.

Les taux d'intérêt sur l'ensemble de la dette sont fixes et présentés à la note 12 du rapport financier.

Les taux d'intérêt sur les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont fixes et présentés à la note 5 du rapport financier.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	6 054 052	5 947 856		5 947 856	5 703 205
Compensations tenant lieu de taxes	2	39 700	24 785		24 785	32 056
Quotes-parts	3					
Transferts	4	323 903	348 468		348 468	213 465
Services rendus	5	173 820	209 848		209 848	201 182
Imposition de droits	6	226 500	374 527		374 527	259 684
Amendes et pénalités	7	25 000	36 288		36 288	16 080
Revenus de placements de portefeuille	8	70 000	74 839		74 839	104 518
Autres revenus d'intérêts	9	28 000	51 868		51 868	47 140
Autres revenus	10		31 843		31 843	77 231
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	6 940 975	7 100 322		7 100 322	6 654 561
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	13 833	258 622		258 622	2 950 114
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					125 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	13 833	258 622		258 622	3 075 114
	22	6 954 808	7 358 944		7 358 944	9 729 675
Charges						
Administration générale	23	953 310	896 144	11 231	907 375	862 291
Sécurité publique	24	915 795	954 543	310	954 853	886 586
Transport	25	1 149 780	1 071 649	1 139 096	2 210 745	2 182 436
Hygiène du milieu	26	804 915	631 174	425 130	1 056 304	1 101 176
Santé et bien-être	27	20 900	51 199		51 199	17 160
Aménagement, urbanisme et développement	28	334 385	278 115	1 598	279 713	262 954
Loisirs et culture	29	1 301 215	1 164 550	382 104	1 546 654	1 329 031
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	561 990	668 606		668 606	593 656
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 458 765	1 959 469	(1 959 469)		
	34	7 501 055	7 675 449		7 675 449	7 235 290
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(546 247)	(316 505)		(316 505)	2 494 385

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(546 247)	(316 505)	2 494 385
Moins : revenus d'investissement	2 (	13 833)(	258 622)(	3 075 114)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(560 080)	(575 127)	(580 729)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	1 458 765	1 959 469	1 825 553
Produit de cession	5		24 255	
(Gain) perte sur cession	6		(23 056)	4 936
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	1 458 765	1 960 668	1 830 489
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		111 335	(43 563)
Remboursement de la dette à long terme	17 (	786 497)(	446 600)(	440 700)
	18	(786 497)	(335 265)	(484 263)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	258 827)(	246 200)(	284 794)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			22 232
Excédent de fonctionnement affecté	21	202 792	267 261	467 563
Réserves financières et fonds réservés	22	(56 153)	(194 463)	(20 400)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		1 520	36 371
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(112 188)	(171 882)	220 972
	26	560 080	1 453 521	1 567 198
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		878 394	986 469

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	258 622	3 075 114
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	)	(6 166)
Sécurité publique	3 (	)	)
Transport	4 (	189 159)	(1 587 927)
Hygiène du milieu	5 (	114 783)	(282 713)
Santé et bien-être	6 (	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	(7 988)
Loisirs et culture	8 (	843 759)	(3 646 875)
Réseau d'électricité	9 (	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)
	11 (	1 147 701)	(5 531 669)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 580 665	43 563
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	246 200	284 794
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	40 442	188 431
Excédent de fonctionnement affecté	17	)	40 552
Réserves financières et fonds réservés	18	125 796	546 260
	19	412 438	1 060 037
	20	845 402	(4 428 069)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	1 104 024	(1 352 955)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	1 487 080	1 384 312	1 228 630
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	301 710	257 622	236 308
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7	262 130	262 128	252 024
Autres biens et services	8	2 727 030	2 429 694	2 497 007
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	534 990	470 526	454 921
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	22 000	84 206	121 561
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	5 000	113 874	17 174
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	679 080	659 899	585 000
Transferts	15	15 000	45 301	13 371
Autres	16			
Autres				
Transferts	17	8 270	8 418	3 741
Autres	18			
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	1 458 765	1 959 469	1 825 553
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21.1			
	22	7 501 055	7 675 449	7 235 290

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 362 965	1 495 865
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 353 865	650 298
Réserves financières et fonds réservés	3	750 881	232 214
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	365 685)(	292 953)
Financement des investissements en cours	5	(76 499)	(730 546)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	17 414 283	19 401 437
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	20 439 810	20 756 315
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 362 965	1 495 865
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	1 362 965	1 495 865
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Égoût	12.1	318 732	202 403
▪ Aqueduc	12.2		25 634
▪ Traitement des boues	12.3	5 000	5 000
▪ Piste cyclable	12.4		150 000
▪ Équilibre budgétaire	12.5	514 931	267 261
▪ AIRRL	12.6	515 202	
	13	1 353 865	650 298
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 353 865	650 298

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Chemins	17.1	147 372	143 358
	18	147 372	143 358
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	66 019	9 866
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	511 990	61 990
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	25 500	17 000
Autres			
▪	30.1		
	31	603 509	88 856
	32	750 881	232 214

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(	)
Autres	37 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(	)
	39 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(	)
Autres			
▪	43.1 (	)(	)
	44 (	)(	)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	4 864)(	6 080)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(	)
Autres			
▪ Intérêts temporaires et activités de fonctionnement	55.1 (	266 964)(	194 536)
▪ À financer	55.2 (	96 897)(	96 897)
	56 (	368 725)(	297 513)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57	3 040	4 560
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62	3 040	4 560
	63 (	365 685)(	292 953)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	27 904	252 045
Investissements à financer	65 (	104 403)(	982 591)
	66	(76 499)	(730 546)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	29 040 157	29 853 115
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69	28 600	28 600
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	29 068 757	29 881 715
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	29 068 757	29 881 715
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	14 162 878)(	13 141 180)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	35 340)(	53 838)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	2 271 915	2 514 116
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	271 829	200 624
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	11 654 474)(	10 480 278)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)(	)
	82 (	11 654 474)(	10 480 278)
	83	17 414 283	19 401 437

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	% %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

L'employeur ainsi que l'employé cotisent à un régime enregistré d'épargne retraite à des taux variables selon l'ancienneté de l'employé.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	54 765	51 012
Autres régimes	115		
	116	54 765	51 012

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117		

Description du régime

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM			
	118		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121		

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 142 737	4 235 161	4 032 660
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	127 469	129 810	121 121
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	58 476	60 910	75 935
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	4 328 682	4 425 881	4 229 716
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	352 000	372 424	315 088
Égout	13	172 500	176 081	198 654
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	379 400	378 931	352 793
Autres	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17		21 929	21 113
Service de la dette	18	821 470	572 610	585 841
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 725 370	1 521 975	1 473 489
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 725 370	1 521 975	1 473 489
	27	6 054 052	5 947 856	5 703 205

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	24 000	23 574	16 548
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	24 000	23 574	16 548
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 200	1 211	1 193
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	1 200	1 211	1 193
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41	14 500		14 315
	42	14 500		14 315
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	39 700	24 785	32 056

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	96 085	96 083	133 990
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64	6 575	13 738	14 079
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83			
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	102 660	109 821	148 069

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	13 833	13 833	913 843
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124		244 789	2 036 271
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	13 833	258 622	2 950 114

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	221 243	221 242	65 396
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138		17 405	
	139	221 243	238 647	65 396
TOTAL DES TRANSFERTS	140	337 736	607 090	3 163 579

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS			
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES				
MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	4 700	5 368	5 475
	188	4 700	5 368	5 475
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196	7 200	7 790	7 617
Autres	197		2 000	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	7 200	9 790	7 617
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204		15 601	7 872
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213	2 000	2 924	1 967
	214	2 000	18 525	9 839

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	8 500	4 540	4 580
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224	8 500	4 540	4 580
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225			
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227	151 420	171 625	173 671
	228	151 420	171 625	173 671
Réseau d'électricité				
	229			
	230	173 820	209 848	201 182
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	173 820	209 848	201 182

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	26 500	37 535	30 415
Droits de mutation immobilière	233	200 000	336 992	229 269
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	226 500	374 527	259 684
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	25 000	36 288	16 080
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238	70 000	74 839	104 518
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	28 000	51 868	47 140
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		23 056	(4 936)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			125 000
Redevances réglementaires	248			
Autres	249		8 787	82 167
	250		31 843	202 231
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Budget 2024		Réalisations 2024		Total	Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	181 675	175 715		175 715	149 570
Greffé et application de la loi	2	94 950	75 843		75 843	64 038
Gestion financière et administrative	3	504 950	497 568	11 231	508 799	462 860
Évaluation	4	71 045	69 713		69 713	71 475
Gestion du personnel	5	5 100	5 097		5 097	6 723
Autres						
▪ Autres	6.1	95 590	72 208		72 208	107 625
	7	953 310	896 144	11 231	907 375	862 291
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	628 865	650 793		650 793	604 663
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	266 930	263 892	310	264 202	254 313
Sécurité civile	11	6 000	13 924		13 924	4 329
Autres	12	14 000	25 934		25 934	23 281
	13	915 795	954 543	310	954 853	886 586
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	549 425	492 369	1 139 096	1 631 465	1 632 210
Enlèvement de la neige	15	405 640	395 920		395 920	403 863
Éclairage des rues	16	31 025	26 171		26 171	18 632
Circulation et stationnement	17	41 000	34 499		34 499	31 733
Transport collectif						
Transport en commun	18	122 690	122 690		122 690	95 998
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 149 780	1 071 649	1 139 096	2 210 745	2 182 436

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23		61 731		61 731	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	270 520	141 251	201 914	343 165	476 468
Traitement des eaux usées	25	143 700	76 758	89 179	165 937	166 070
Réseaux d'égout	26			134 037	134 037	134 376
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	34 275	35 007		35 007	35 142
Élimination	28	82 400	87 540		87 540	81 651
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	62 030	25 497		25 497	24 777
Tri et conditionnement	30	45 105	45 104		45 104	37 428
Matières organiques						
Collecte et transport	31	161 890	156 793		156 793	135 957
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35	1 495	1 493		1 493	9 307
Autres	36					
Cours d'eau	37	3 500				
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	804 915	631 174	425 130	1 056 304	1 101 176
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	15 000	45 301		45 301	13 371
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	5 900	5 898		5 898	3 789
	45	20 900	51 199		51 199	17 160

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	298 945	242 679	1 598	244 277	230 966
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	24 660	24 656		24 656	20 412
Tourisme	50	10 780	10 780		10 780	2 246
Autres	51					9 330
Autres	52					
	53	334 385	278 115	1 598	279 713	262 954
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	60 100	67 097		67 097	58 494
Patinoires intérieures et extérieures	55	3 050	1 792		1 792	2 671
Piscines, plages et ports de plaisance	56	2 700				1 090
Parcs et terrains de jeux	57	732 560	645 227	370 059	1 015 286	831 456
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60	261 330	230 692		230 692	222 487
	61	1 059 740	944 808	370 059	1 314 867	1 116 198
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	17 650	9 106		9 106	21 980
Bibliothèques	63	165 025	151 925	12 045	163 970	138 785
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65	58 800	55 911		55 911	52 068
Autres	66		2 800		2 800	
	67	241 475	219 742	12 045	231 787	212 833
	68	1 301 215	1 164 550	382 104	1 546 654	1 329 031

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	534 990	536 235		536 235	557 985
Autres frais	71	22 000	18 497		18 497	18 497
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	5 000	113 874		113 874	17 174
	74	561 990	668 606		668 606	593 656
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	1 458 765	1 959 469 (	1 959 469)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	65 384	67 227
Usines de traitement de l'eau potable	2	11 720	
Usines et bassins d'épuration	3		34 963
Conduites d'égout	4	12 772	180 524
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	125 618	1 499 943
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	854 293	3 410 690
Autres infrastructures	11	(3 644)	49 624
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	17 336	
Édifices communautaires et récréatifs	14		76 585
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		23 097
Ameublement et équipement de bureau	18		16 936
Machinerie, outillage et équipement divers	19	64 222	172 080
Terrains	20		
Autres	21		
	22	1 147 701	5 531 669

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	65 384	67 227
Usines de traitement de l'eau potable	2	11 720	
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	12 772	180 524
Autres infrastructures	5	444 827	1 549 567
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		34 963
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10	531 440	3 410 690
Autres immobilisations corporelles	11	81 558	288 698
	12	1 147 701	5 531 669

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	6 739 626		364 823	6 374 803
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	3 941 276	1 692 000	81 776	5 551 500
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	10 680 902	1 692 000	446 599	11 926 303
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 936 010		448 235	1 487 775
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	1 936 010		448 235	1 487 775
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	578 106		(206 034)	784 140
	15	2 514 116		242 201	2 271 915
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	2 514 116		242 201	2 271 915
	19	13 195 018	1 692 000	688 800	14 198 218
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	13 195 018	1 692 000	688 800	14 198 218

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	14 198 218
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	104 403
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
▪	5.1	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
--	---	--

Débiteurs	8	1 487 775
-----------	---	-----------

Autres montants	9	784 140
-----------------	---	---------

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
▪	11.1	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	12 030 706
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats

13

Endettement net à long terme	14	12 030 706
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	16	
---------------------------	----	--

Autres organismes	17	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	18	12 030 706
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
---	----	--

21

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	12 030 706
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1	28 355	28 350	24 836
Évaluation	2	69 045	69 043	70 870
Autres	3	36 630	36 624	39 742
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	5 625	5 625	1 083
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	124 185	124 182	105 305
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	350 900	331 744	292 473
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17	5 900	5 898	3 789
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	23 000	22 997	14 103
Rénovation urbaine	19			9 330
Promotion et développement économique	20	24 660	24 656	20 412
Autres	21	10 780	10 780	2 887
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			170
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	679 080	659 899	585 000

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 147 701	5 531 669
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 147 701	5 531 669

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,00	35,00	9 151,00	432 488	90 157	522 645
Professionnels	2						
Cols blancs	3	13,00	35,00	19 917,00	531 161	97 640	628 801
Cols bleus	4	5,00	40,00	9 638,00	291 616	61 327	352 943
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	23,00		38 706,00	1 255 265	249 124	1 504 389
Élus	9	7,00			129 047	8 498	137 545
	10	30,00			1 384 312	257 622	1 641 934

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	7 163		6 574		13 737
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	334 731	237 693		20 929	593 353
	7	341 894	237 693	6 574	20 929	607 090

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	139 044	265 181
	4	139 044	265 181
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	466 055	302 069
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	466 055	302 069
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	12 857	12 972
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	50 650	13 434
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	63 507	26 406
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38		
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41		
Réseau d'électricité			
	42		
	43	668 606	593 656

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	1.1	Maire	28 668	14 340	12 411	6 206
Jean Lemieux	1.2	Conseiller	9 564	4 776		
Frédéric Bourgeois	1.3	Conseiller	9 564	4 776		
Joachim Courchesne	1.4	Conseiller	9 564	4 776		
Annie Neveu	1.5	Conseiller	9 564	4 776		
Roxane Perreault	1.6	Préfet suppléant	9 564	4 776		
Éliane Neveu	1.7	Conseiller	9 564	4 776		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 500 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☐ ☒

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 _____

b) Date d'adoption de la résolution

86 _____

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 _____ 1

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____ 1

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 _____ 463

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 _____ 216

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____ 3

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-05-05

Nom du signataire : René Charbonneau

Fonction du signataire : Directeur général

Date de transmission au Ministère : 2025-05-14

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-14 13:45

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023	
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	6 940 975	7 100 322	6 654 561
Investissement	2	13 833	258 622	3 075 114
	3	6 954 808	7 358 944	9 729 675
Charges				
	4	7 501 055	7 675 449	7 235 290
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(546 247)	(316 505)	2 494 385
Moins : revenus d'investissement	6 (	13 833)(	258 622)(	3 075 114)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(560 080)	(575 127)	(580 729)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	1 458 765	1 959 469	1 825 553
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		111 335	(43 563)
Remboursement de la dette à long terme	10 (	786 497)(	446 600)(	440 700)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	258 827)(	246 200)(	284 794)
Excédent (déficit) accumulé	12	146 639	74 318	505 766
Autres éléments de conciliation	13		1 199	4 936
	14	560 080	1 453 521	1 567 198
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		878 394	986 469

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2 979 307	451 509
Débiteurs	2	3 698 193	6 022 763
Prêts	3	28 600	28 600
Placements de portefeuille	4		
Autres	5		
	6	6 706 100	6 502 872
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		1 321 278
Créditeurs et charges à payer	9	1 115 918	1 070 376
Revenus reportés	10	34 457	34 457
Dette à long terme	11	14 162 878	13 141 180
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Autres	13	80 463	78 500
	14	15 393 716	15 645 791
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(8 687 616)	(9 142 919)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	29 040 157	29 853 115
Autres	17	87 269	46 119
	18	29 127 426	29 899 234
Excédent (déficit) accumulé	19	20 439 810	20 756 315

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 362 965	1 495 865
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Égoût	2.1	318 732	202 403
▪ Aqueduc	2.2		25 634
▪ Traitement des boues	2.3	5 000	5 000
▪ Piste cyclable	2.4		150 000
▪ Équilibre budgétaire	2.5	514 931	267 261
▪ AIRRL	2.6	515 202	
	3	1 353 865	650 298
Réserves financières			
▪ Chemins	4.1	147 372	143 358
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	66 019	9 866
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	511 990	61 990
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	25 500	17 000
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11 (	365 685)(	292 953)
Financement des investissements en cours	12	(76 499)	(730 546)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	17 414 283	19 401 437
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	20 439 810	20 756 315

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	12 030 706
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	12 030 706

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	5 551 500	3 941 276
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	6 374 803	6 739 626
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 487 775	1 936 010
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	784 140	578 106
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	14 198 218	13 195 018

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Budget	Réalisations
Fonctionnement			
Taxes	12	6 054 052	5 947 856
Compensations tenant lieu de taxes	13	39 700	24 785
Quotes-parts	14		
Transferts	15	323 903	348 468
Services rendus	16	173 820	209 848
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	321 500	485 654
Autres	18	28 000	83 711
	19	6 940 975	7 100 322
Investissement			
Taxes	20		
Quotes-parts	21		
Transferts	22	13 833	258 622
Autres	23		125 000
	24	13 833	258 622
	25	6 954 808	7 358 944

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	953 310	896 144	11 231	907 375	862 291
Sécurité publique						
Police	2	628 865	650 793		650 793	604 663
Sécurité incendie	3	266 930	263 892	310	264 202	254 313
Autres	4	20 000	39 858		39 858	27 610
Transport						
Réseau routier	5	1 027 090	948 959	1 139 096	2 088 055	2 086 438
Transport collectif	6	122 690	122 690		122 690	95 998
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	414 220	279 740	425 130	704 870	776 914
Matières résiduelles	9	387 195	351 434		351 434	324 262
Autres	10	3 500				
Santé et bien-être	11	20 900	51 199		51 199	17 160
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	298 945	242 679	1 598	244 277	230 966
Promotion et développement économique	13	35 440	35 436		35 436	31 988
Autres	14					
Loisirs et culture	15	1 301 215	1 164 550	382 104	1 546 654	1 329 031
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	561 990	668 606		668 606	593 656
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	6 042 290	5 715 980	1 959 469	7 675 449	7 235 290
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	1 458 765	1 959 469 (	1 959 469)		
	21	7 501 055	7 675 449		7 675 449	7 235 290

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	258 622	3 075 114
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	1 147 701)(	5 531 669)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 580 665	43 563
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	246 200	284 794
Excédent accumulé	6	166 238	775 243
	7	845 402	(4 428 069)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	1 104 024	(1 352 955)

Extrait du rapport financier, page S14